

Pierre Chatenet, Aspects nucléaires de la politique européenne

Légende: Le 22 janvier 1964 à Bruxelles, Pierre Chatenet, président de la Commission de l'Euratom, donne à l'Institut royal des relations internationales (IRRI) une conférence sur les avantages et sur les dangers de l'énergie nucléaire.

Source: Chronique de politique étrangère. Mars 1964, n° 2; Volume XVII. Bruxelles: Institut Royal des Relations Internationales.

Copyright: Institut Royal des Relations Internationales

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Les documents diffusés sur ce site sont la propriété exclusive de leurs auteurs ou ayants droit.

Les demandes d'autorisation sont à adresser aux auteurs ou ayants droit concernés.

Consultez également l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL: http://www.cvce.eu/obj/pierre_chatenet_aspects_nucleaires_de_la_politique_europeenne-fr-16c6b0a2-7fc4-4923-9540-ada7ea859d80.html

Date de dernière mise à jour: 21/10/2012

Aspects nucléaires de la politique européenne

par Pierre CHATENET

Le 6 août 1945, la bombe d'Hiroshima a révélé l'existence du nucléaire, d'un seul coup, à l'humanité tout entière moins Epsilon. Epsilon c'était les quelques hommes qui, dans le monde entier, étaient au courant de travaux de physique et de chimie particulièrement ésotériques qui avaient abouti, en 1938, à la découverte de la fission nucléaire. Epsilon c'était surtout ce 6 août 1945, les quelques savants et techniciens réunis en Amérique et qui depuis cinq ans participaient à une extraordinaire et puissante entreprise déclenchée dans ce pays à la suite de la lettre d'Einstein à Roosevelt en 1940. Pour toute l'humanité, le monde venait de changer en un instant.

Il venait de changer aussi pour ceux que j'appelais, il y a un instant, Epsilon. Dans la grande histoire atomique entreprise il y a quelques années, par l'Université de Pennsylvanie, aux Etats-Unis, on peut lire à propos de cette journée du 6 août 1945: «même pour des hommes comme Bush et Connant [deux des principaux artisans de la mise en place de la bombe] l'attaque d'Hiroshima signifiait la fin d'une ère et le début d'une nouvelle. En un instant, le secret si strictement gardé était jeté sans merci sous les feux de la rampe de l'opinion publique. Presque aussi vite, de nouvelles forces, qui dépassaient largement leur contrôle, entraient en jeu»

Le 21 décembre 1951, pour la première fois, dans un secteur de distribution commerciale d'électricité d'une ville, ont été déversés des kWh produits par un réacteur nucléaire. Pour la première fois par conséquent, l'énergie nucléaire a pénétré, sous cette forme, dans la paix des foyers domestiques. Ceci se passait à Arco, aux Etats-Unis, dans l'Etat de Idaho. Là aussi, quoique d'une manière, Dieu merci moins spectaculaire, on venait d'entrer dans une nouvelle ère. Une nouvelle ère de la production de l'énergie et, par conséquent, de l'économie, du niveau de vie et même de la vie tout court des hommes.

Le lien entre ces deux aspects du nucléaire est évident dans leur principe intellectuel et scientifique. Il est aussi évident dans le déroulement des faits et des circonstances. Notre monde a hérité des deux à la fois et, jusqu'à nouvel ordre, il devra vivre avec les deux. Nous devons souhaiter, nous devons tout faire pour que le second efface le premier et même, s'il est possible, en fasse perdre jusqu'au souvenir. Peut-être y arriverons-nous, nous ou plus probablement la génération qui nous suivra. Mais pour l'instant nous devons prendre le fait nucléaire tel qu'il est, c'est-à-dire avec ses deux aspects.

Il y a, en effet, une irréversibilité des découvertes scientifiques qui fait que la situation après ne peut jamais redevenir ce qu'elle était avant. Et ceci a été remarquablement mis en lumière dans une récente interview de Robert Oppenheimer, qui était et qui est précisément l'un de ceux qui, dans ces matières, approche le plus le fond des choses. Oppenheimer disait dans cette interview: «Il faut se méfier de toutes les solutions politiques fondées sur l'espoir qu'on va oublier ce que l'on a su ou su faire. Ainsi de nombreux savants imaginent qu'on pourrait débarrasser le monde des armes atomiques. Nous n'avons pas la possibilité de recréer le monde d'il y a vingt ans. Des hommes savent désormais comment fabriquer de telles armes et ce savoir redoutable ne pourra plus jamais être oublié. On ne recrée pas les illusions passées.»

Lorsque je disais que le principe intellectuel et scientifique des deux événements du 6 août 1945 et du 21 décembre 1951 était le même, cela ne faisait que traduire l'histoire de ce qui s'est passé. Certes, les savants qui avant la guerre conduisaient ces recherches extraordinaires le faisaient avec l'idée du progrès de la science et du bien-être de l'humanité. Mais lorsqu'en 1938 ils découvrirent la fission nucléaire, lorsqu'en 1939 Joliot-Curie, von Halban et Kowarsky ont entrevu le réacteur nucléaire, ces hommes exceptionnels ont tout de suite aperçu la possibilité, et par conséquent le risque, que comportait cette découverte sur le plan militaire. Et parmi les cinq brevets déposés en 1939 par Joliot-Curie figurait celui d'une bombe atomique. En effet, on pourrait dire, certes, en schématisant beaucoup mais d'une manière qui intellectuellement n'est pas fautive puisqu'il s'agit toujours de l'utilisation de la réaction en chaîne, qu'un réacteur c'est après tout une bombe que l'on empêche d'exploser et que la bombe à l'instant de l'explosion est une sorte de petit réacteur à très fort coefficient de multiplication.

Il n'est par conséquent pas interdit de se demander, sur le plan de la pure spéculation d'esprit, si l'ordre de ces deux dates (6 août 1945 - 21 décembre 1951) n'aurait pas pu être inversé et si, par exemple, dans un monde sans Hitler, les travaux orientés vers la production d'électricité n'auraient pas pu précéder chronologiquement la fabrication de la bombe. C'est possible. Il resterait d'ailleurs à ce moment-là à se demander à quelle date on serait arrivé à produire cette électricité? Cela n'aurait certainement pas été le 21 décembre 1951. C'aurait été une date plus tardive car il n'y aurait pas eu, dans ce cas, le formidable processus d'accélération et de concentration des moyens qui, sous la contrainte de la stratégie, s'est déroulé aux Etats-Unis de 1940 à 1945. Et par conséquent, c'est l'ensemble de cette recherche qui se serait étalé plus longuement dans le temps. Mais dans cette hypothèse, s'il y a incertitude sur la date du premier kWh nucléaire, domestique pourrait-on dire, il n'y a pas de doute hélas sur le fait que la bombe atomique aurait été contenue scientifiquement, et même très largement technologiquement, dans le processus qui aurait abouti à ce premier kWh. La concomitance des brevets de Joliot-Curie en 1939 en est une preuve irréfutable et, par conséquent, tout ce que dit aujourd'hui Oppenheimer sur l'irréversibilité de cette entrée dans une ère nouvelle aurait été vrai, plus tard certes, mais vrai, sous le même double aspect stratégique comme économique.

Quelles conséquences préliminaires pouvons-nous tirer de ces quelques considérations? Tout d'abord, comme nous l'avons dit, que la stratégie jusqu'à nouvel ordre, et l'économie de toute façon, ne pourront plus jamais être pensées dans des termes identiques à ceux antérieurs à cette ère nouvelle. D'autre part, tout ceci nous met en lumière le caractère bien relatif, conventionnel, peut-être même superficiel, et cela jusqu'à nouvel ordre, de la distinction entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire. Non pas du tout, bien entendu, dans leur finalité et dans leur emploi où la distinction est possible — et l'Euratom en est un vivant exemple — mais bien dans le processus scientifique pour lequel, ce que l'on a appelé «le tronc commun» reste, dans le moment présent, encore très important. Il ne s'agit d'ailleurs pas là d'une situation exceptionnelle, car on a connu, au cours des quarante dernières années, exactement la même dans le domaine de l'aviation.

Je dois probablement m'excuser, d'avoir tenu à commencer par mettre en lumière ou par rappeler des considérations qui sont peut-être un peu déplaisantes, ou qui peuvent paraître déplaisantes à certains. Je vais maintenant au contraire essayer de montrer quelles perspectives nucléaires s'ouvrent à l'Europe et à la construction européenne que nous avons entreprise, et vous pourrez voir qu'il s'agit de perspectives positives. C'est pourquoi je traiterai d'abord et essentiellement de l'aspect économique du nucléaire dans la politique européenne. Néanmoins, pour m'efforcer de donner une vue complète des choses, j'estime devoir après cela dire quelques mots encore de l'autre aspect du nucléaire, également dans les perspectives de la politique européenne, car je pense qu'il n'est pas raisonnable, et qu'au surplus il n'est pas digne, de faire semblant de ne pas voir certains morceaux de la réalité.

LE NUCLEAIRE ET L'ECONOMIE EUROPEENNE

Le fait nucléaire ouvre dans l'économie européenne des perspectives à la Communauté européenne, à qui incombe de définir et d'appliquer une politique. Une politique est faite sur des données. Elle a des objectifs et elle met en œuvre des moyens.

Quelles sont les données de la politique économique nucléaire pour l'Europe au moment où nous sommes? Il faut partir d'un problème énergétique, général pour le monde, à ce moment de son évolution. Les données en sont très connues et ont été souvent répétées, c'est pourquoi je me bornerai à les rappeler très rapidement. La première de ces données est une croissance des besoins en énergie qui est considérable et dont les causes sont présentes à tous les esprits: il y a d'abord la croissance de la démographie elle-même; il y a le fait que la vie fait de plus en plus appel à la technique et par conséquent elle met en œuvre des instruments qui nécessitent une dépense d'énergie; il y a l'augmentation du niveau de vie de ces mêmes populations, qui va en augmentant et qui, par conséquent, leurs besoins se diversifiant et se compliquant, nécessite lui aussi la mise en œuvre de plus d'énergie. Sur cette croissance, je crois qu'il suffit, à partir d'évaluations considérées comme sérieuses, de rappeler d'une manière qui fait image que si on estime que la consommation d'énergie dans le monde a triplé d'Auguste à Napoléon, elle a centuplé de Napoléon à aujourd'hui. Je crois que cela nous donne une idée d'un rythme réel qui, en soi-même, est un problème.

En face de cette croissance extraordinaire des besoins en énergie, nous sommes obligés de constater le caractère limité des ressources qui sont destinées à y faire face, c'est-à-dire des ressources connues. Il est fait depuis quelques années, et spécialement aux Etats-Unis qui ont l'habitude de ce genre d'études prospectives, toutes sortes d'examins, de bilans, des ressources en combustibles fossiles, connues, évaluées et supposées. Il est évident que les Etats-Unis, qui sont des consommateurs d'énergie extraordinaires, sont amenés plus que tous autres à faire cela, étant donné que le premier bilan, celui des ressources connues et exploitées dans les conditions économiques d'aujourd'hui, font ressortir que dans ce pays particulièrement riche en énergie, dans 75 ans, c'est-à-dire dans un moment que connaîtront normalement les bébés qui naissent aujourd'hui, lesdites ressources seront épuisées. Par conséquent ce n'est pas un problème renvoyé aux calendes. Bien entendu, il y a des ressources à des conditions économiques moins avantageuses, et il y a aussi des ressources supposées, mais supposées raisonnablement, que l'on peut extrapoler des parties connues de la planète et qui peuvent permettre de penser qu'il y a plus de combustibles fossiles que l'on en connaît actuellement. Les distinctions sont grandes, et l'éventail est grand entre les pessimistes et les optimistes. Mais les pessimistes sont ceux qui disent: «il reste des combustibles fossiles pour deux siècles» et les optimistes sont ceux qui disent: «il reste des combustibles fossiles pour trois siècles». En effet, c'est très important un siècle, mais enfin si on pense que l'humanité a commencé il y a environ 200 ans à se servir de son stock de combustibles fossiles, tout cela fait finalement cinq siècles, ce qui après tout, dans l'histoire de l'humanité, n'est pas énorme. C'est la situation que l'on aurait connue si des ressources de combustibles avaient commencé à être exploitées sous Charlemagne, et avaient été tariées à la Guerre de 100 ans.

Dans ces conditions le problème est évident, et il explique que l'on ait cherché dans toutes sortes de directions, et que l'on cherche encore d'autres ressources. C'est pour cela que l'on a pensé au nucléaire parce que il y a là, sous un petit volume, un potentiel d'énergie extraordinaire. Le kilo d'uranium naturel que vous trouvez dans les gisements de notre Europe occidentale, tel qu'il est, représente le potentiel énergétique d'un wagon de dix tonnes de charbon, dans l'état actuel de son utilisation industrielle, très imparfaite d'ailleurs, et qui extrait 1% seulement de son énergie. Le jour où certains types de réacteurs que nous étudions, dont les prototypes sont en cours de mise au point, fonctionneront, ce même kilo d'uranium, tel qu'on le trouve dans la nature et qu'on peut le tenir dans la main, représentera le pouvoir énergétique d'un train de septante wagons de charbon.

Par conséquent, il est évident que l'on ait été tenté par cette source énergétique qui représente un tel apport dans le bilan de l'énergie et qui, en plus, a été jusqu'à présent très peu prospectée. Jusqu'à présent il n'y a absolument rien de comparable, en ce qui concerne le combustible nucléaire, à la prospection qui existe par exemple dans le domaine des combustibles fossiles, solides ou liquides, et les moyens avec lesquels cette prospection est faite actuellement, sont de l'ordre de ceux qui intéressaient le pétrole il y a trente ou quarante ans. Par conséquent, le jour où on prospectera avec de puissants moyens, il y a des chances pour que l'on trouve véritablement dans la croûte terrestre des ressources importantes.

Dans ce problème général, tel qu'il se pose au monde dans son ensemble, s'inscrit le problème particulier de l'Europe, et c'est celui-là sur lequel nous devons tout spécialement nous pencher. Il est d'abord fait d'une chronologie plus impérieuse, car nous sommes, en Europe occidentale, des pays à énergie plus chère qu'aux Etats-Unis et, par conséquent, le problème va économiquement se poser pour nous plus tôt, puisque nous atteindrons plus rapidement des prix qui correspondent aux autres énergies. D'autre part, les ressources de l'Europe occidentale en énergie sont plus limitées, et, surtout, cette limitation se fait sentir de plus en plus depuis un certain nombre d'années et dans des conditions qui véritablement finissent par constituer un problème en soi. En effet, la Communauté des six pays (tous les chiffres que je vais donner désormais concernent l'ensemble de la Communauté) importait avant la guerre, environ 8% de son énergie, de l'extérieur des limites de la Communauté. Elle en importe aujourd'hui déjà plus de 30%, et elle en importera 50% sans qu'on puisse rien y faire d'ici 1970. Vers 1975 on peut espérer, non pas un renversement de la tendance, mais je dirais une certaine mise en palier de la courbe, grâce précisément à l'apport du nucléaire, si nous faisons ce que nous proposons.

Ceci donne à la Communauté une place qui par certains côtés est intéressante dans l'économie du monde, puisque c'est le plus grand importateur d'énergie du monde, mais j'ajouterai que c'est en plus peut-être le seul qui soit vraiment solvable, ce qui après tout est honorable et en fait un client qui mérite, sans doute, d'être

ménagé. Cela étant, pour honorable que ce soit d'être solvable et d'être un gros importateur, il faut quand même faire face à cette situation et il est évident que le problème de la dépendance énergétique essentiel pour l'Europe, est un problème rendu encore plus difficile par le fait que toute activité dans nos pays suréquipés, modernes, sophistiqués en quelque sorte, dépend de ce dénominateur commun technique de la vie moderne: l'électricité. A partir du moment où d'une manière ou d'une autre on rationne, on diminue ou on supprime l'électricité des gens, on leur supprime bien d'autres choses que la lumière ou même le chauffage. Dans ces conditions, notre vie de pays modernes et très civilisés et très équipés est particulièrement vulnérable. Nous sommes certainement plus vulnérables que d'autres ou qu'autrefois à la dépendance énergétique. Par conséquent, c'est un phénomène que nous avons, nous les pays d'Europe, à considérer avec beaucoup de soin, avec beaucoup de sérieux, c'est un des vrais problèmes pour nos hommes d'Etat. Qui dit dépendance énergétique, dit bien fatalement dépendance économique et je crois qu'il n'est pas exagéré de penser que dans la dépendance économique il y a souvent l'amorce de la dépendance politique.

Voilà le problème, voilà les données. Alors quel peut être l'objectif d'une politique dans ce cas-là? Cet objectif peut être rassemblé autour de trois idées: combler le déficit, réduire la dépendance et maintenir un certain niveau industriel.

En ce qui concerne le déficit, il n'est pas question de le combler dans sa totalité. Il est question simplement d'éviter que la dépendance de l'extérieur dépasse, dans les années qui viennent, ce cap de 50 à 55% qui est déjà important. Par conséquent cela veut dire qu'à partir de 1970 nous voyons apparaître entre la courbe des besoins en énergie et la courbe des moyens dont nous disposons pour satisfaire à ces besoins, une distorsion supplémentaire que précisément le nucléaire peut combler. C'est sur cette hypothèse et sur cette hypothèse-là seulement — j'insiste parce qu'il ne s'agit pas de remplacer quoi que ce soit, il s'agit de venir compléter les ressources pour éviter une dépendance supplémentaire — que la Commission d'Euratom travaille. Hypothèse modérée, limitée, réaliste, et c'est elle qui inspire l'ensemble de nos travaux. Il faut aussi que ceci soit fait dans des conditions économiquement viables, et par conséquent s'il faut produire une certaine quantité d'énergie à partir de 1970, il faut le faire à un tarif qui soit convenable du point de vue économique. Donc, le problème n'est pas tellement d'arriver à ce qu'on appelle, pas très heureusement, la compétitivité — parce que la compétitivité indiquerait l'idée de concurrence, donc idée d'élimination, or il s'agit de compléter — mais d'arriver à un kWh d'un prix économiquement raisonnable. Or ceci, nous en approchons très nettement. Ce serait déjà réalisé aux Etats-Unis dans certaines régions si les Etats-Unis avaient besoin d'énergie nucléaire et, en ce qui nous concerne dans nos pays d'Europe occidentale, des centrales qui seront mises en route dès avant 1970 produiront et livreront dans les réseaux interconnectés de distribution un kWh qui sera au même prix que le kWh produit par une centrale thermique classique construite au même moment et à la même place.

Nous avons donc un objectif de quantité et un objectif économique. Mais ce n'est pas tout, ce déficit, nous l'avons dit, a des résonances économiques et politiques et, par conséquent, il fallait enrayer cet état de dépendance. C'est pourquoi, dans cette politique nucléaire, il s'agit de trouver l'orientation qui corresponde à des données élémentaires qui nous soient propres. Autrement dit, il s'agit de réaliser cette production nucléaire, d'orienter l'industrie nucléaire européenne dans des voies auxquelles elle puisse faire face par les moyens que la nature nous a donnés, à nous pays d'Europe occidentale. C'est pourquoi, les Anglais d'abord, les Français ensuite, la Communauté enfin, ont fait une place particulière, tout en s'inspirant en même temps de techniques venues d'ailleurs, à ce qui pouvait être fait avec les produits que nous trouvons sur notre sol. C'est ce qui explique que les Anglais, les Français, la Communauté, aient donné une part particulière à ce qu'on appelle les filières, c'est-à-dire les types de réacteurs, fondés sur l'uranium naturel, puisque les uns et les autres nous en avons. En ce qui concerne l'Euratom, c'est pour cela que la filière qu'il s'est chargé de tester est une filière également fondée comme combustible sur l'uranium naturel.

Il s'agit aussi de savoir faire appel aux moyens industriels de la Communauté et d'avoir un développement nucléaire qui soit réellement un instrument de limitation de la dépendance, et non pas la cause d'une aggravation de celle-ci par des appels technologiques à l'extérieur, ce qui, dans le fond, aurait déplacé le problème sans le résoudre.

En effet, et c'est le troisième aspect des objectifs de cette politique nucléaire, il y a un problème du niveau

industriel à maintenir dans nos pays d'Europe. Pour ce niveau industriel, le nucléaire agit comme une incitation et comme une obligation de perfectionnement qui est extrêmement importante. Je vais prendre simplement quatre exemples qui me paraissent particulièrement parlants dans les industries clés.

En matière de métallurgie, le nucléaire implique toutes sortes de difficultés, mais une notamment, qui est de gagner les combustibles. Le combustible nucléaire n'est tout de même pas manipulable n'importe comment, et comporte, à côté de beaucoup d'avantages, un certain nombre d'inconvénients. Il faut par conséquent poser à la métallurgie et faire résoudre par la métallurgie un problème nouveau et particulier, qui l'amène à faire des travaux, des recherches et des découvertes qui serviront dans d'autres domaines que celui du nucléaire.

Dans le domaine de la chimie, c'est la même chose, une pile est un instrument, une machine, dans laquelle un certain nombre de produits chimiques interviennent. Pour des raisons diverses, là aussi il faut pour les entreprises chimiques, résoudre des problèmes qu'elles ne connaissaient pas encore, et qui amènent cette industrie chimique à progresser dans la connaissance des corps et de leurs réactions. Là encore, le nucléaire est, pour cette industrie clé de la vie moderne qu'est l'industrie chimique, un facteur de progrès par la force de ces exigences, et qui est important.

Il en est de même dans l'électronique, autre industrie clé et autre élément essentiel de notre environnement quotidien. L'électronique intervient dans la conduite des piles, dans la conduite des réacteurs. Or, cette conduite est difficile puisqu'il faut pouvoir manipuler des choses auxquelles on ne peut pas toucher pour des raisons évidentes, qu'il faut pouvoir intervenir rapidement et qu'il faut pouvoir télécommander toute une série d'opérations. C'est pourquoi les piles ont posé aux entreprises d'électronique une série de problèmes nouveaux qui a amené, là aussi, à faire des progrès et à faire faire un pas en avant à une industrie qui, encore une fois, est très fondamentale dans notre existence d'aujourd'hui.

Dernier exemple, et qui est presque le plus trivial, si je puis dire, au sens anglais du terme, c'est celui du génie civil. Les réacteurs nucléaires sont gros consommateurs de béton. Le nucléaire a obligé l'industrie du béton et notamment dans le domaine du béton précontraint à faire des progrès tout à fait essentiels.

D'une manière générale il y a dans cette nécessité de la performance, que pose le nucléaire à des industries traditionnelles qui existaient avant lui et qui continuent à exister en dehors de lui, en elle-même, un facteur de progrès.

Il faut bien se dire que l'on ne pourrait pas en faire l'économie. Le système qui consiste à penser que l'on pourrait se borner à importer ce qu'ont trouvé les autres, à récolter ces progrès, tels qu'ils ont été faits par d'autres, sans y avoir participé soi-même, sans être capable de les penser par l'intérieur, d'en déterminer et d'en vivre les étapes, est dangereux. Il a été qualifié, il n'y a pas très longtemps, à l'occasion d'un rapport intéressant à l'O.C.D.E. sous une forme imagée, de «parasitisme» scientifique et industriel. Ceci est vrai et c'est vrai aussi dans l'aspect du déroulement de la maladie, car le parasitisme est une maladie insidieuse. On ne s'en aperçoit pas tout de suite. On se borne à se servir des travaux des autres et on trouve cela peut-être commode dans une première phase. Mais ensuite, au bout de cinq ans, de dix ans, de quinze ans, on s'aperçoit que ses hommes, ses industries, ses techniques sont déclassés, et ceci est grave, et à ce moment-là bien souvent, il est trop tard. Par conséquent, il y a dans cette discipline, que s'imposent actuellement, courageusement, les six pays de la Communauté de faire du nucléaire, non seulement l'idée de produire de l'énergie, mais également l'idée de ne pas accepter de diminuer leur niveau au point de vue intellectuel, scientifique et technologique, et ceci est capital.

Quels sont les moyens pour réaliser ces objectifs? On peut rapidement, si vous le voulez bien, définir la tâche, en voir les aspects et indiquer qui met en œuvre cette action.

La tâche a été définie par l'Euratom, sur la base de ce que je disais tout à l'heure. Pour combler ce déficit énergétique à partir de 1970, on a estimé que, raisonnablement, la Communauté devait tendre à avoir une production d'électricité d'origine nucléaire équivalente, en 1980, à 40.000 MWe. Pour simplifier les choses, je dirais que 40.000 MWe, c'est à peu près le total de la consommation d'électricité des mêmes six pays en

1960. Par conséquent, ce n'est pas négligeable. Cela représente par exemple environ 80 centrales de l'ordre de 500 MWe à construire entre 1965 et 1980.

Ceci posait un premier problème qui est le choix des techniques. J'en ai dit un mot tout à l'heure quand j'indiquais qu'il était nécessaire que cette technique fût très adaptée à notre donnée géographique et économique européenne, dans le choix de la filière, c'est-à-dire ce trinôme, combustible, modérateur et agent caloporteur, les deux derniers d'ailleurs pouvant être combinés dans certains cas. Il importe quand on est européen d'essayer de trouver les solutions européennes à ce problème, encore une fois pour essayer de réduire la dépendance, et non pas de la transférer. Il faut d'ailleurs adapter également ce qui est fait à l'extérieur et le programme de la Communauté prévoit également de faire entrer dans cet ensemble très important de construction de centrales, un certain nombre de centrales du type d'outre-atlantique, mais dont l'Europe aura maîtrisé la technique et qui pourront être produites ultérieurement dans nos pays et avec nos moyens. Cependant comme elles sont fondées en général sur l'uranium enrichi, cela pose et, à mon avis, je le dis très franchement, cela implique, le problème d'une possibilité de production d'uranium enrichi à l'intérieur de la Communauté. Cela amène à choisir également des solutions qui correspondent aux données européennes, c'est-à-dire des centrales comme celles de type franco-anglais, fondées sur l'uranium naturel et sur la modulation par le graphite, avec le gaz carbonique comme agent caloporteur. Les raisons du choix sont la rentabilité bien entendu combinée avec le souci de licitation de la dépendance fondée sur l'adéquation des filières, ou des techniques, avec nos données géographiques et économiques.

Tout ce vaste programme de construction de 80 centrales environ dans la quinzaine d'années qui viennent, est une perspective industrielle très passionnante, très importante et qui pose le problème habituel d'un grand programme industriel. D'abord des problèmes d'investissement et ils ne sont pas absolument simples parce que l'investissement nucléaire est décalé dans le temps, car il est à plus long terme que les investissements industriels ordinaires. Par conséquent il faudra prévoir probablement des mécanismes un peu particuliers. Il importe aussi de déterminer les goulots industriels qui peuvent se produire, étant donné que tout cela représente tout de même des masses de fabrications assez importantes. A première vue d'ailleurs, je dois dire que les études auxquelles il a été procédé aussi bien dans les différents pays de la Communauté que par les services mêmes de la Communauté, font ressortir que l'on n'aperçoit pas jusqu'à nouvel ordre de risque de difficulté grave à cet égard. L'industrie nucléaire dans le fond fait des choses compliquées, mais avec des matériaux relativement simples à la base.

Il faut aussi préparer les hommes, car tout cela implique une large formation de personnels différents de ceux qu'on a utilisés jusqu'à présent. C'est ainsi que dans la Communauté, un certain nombre des grands distributeurs d'énergie électrique ont déjà commencé à préparer un plan de reconversion, notamment de leur personnel hydraulique, du secteur hydraulique vers le nucléaire. Ce sont des choses qui se planifient assez longtemps en avance.

Je signale, en me bornant à les mentionner et il est facile de comprendre qu'ils existent, qu'il y a toute une série de problèmes juridiques, de réglementations, de protection sanitaire, de brevets, d'assurances et autres qui se posent et qui évidemment devront aussi être résolus.

A la vérité, cette tâche a dans le fond deux aspects, qui doivent toujours être menés de pair. L'un est un aspect scientifique de recherches fondamentales et appliquées – la frontière d'ailleurs de l'une et de l'autre est souvent bien difficile à tracer – et c'est ce qui explique qu'il y ait un grand rôle pour les centres de recherches, et les universités. Nous avons la chance dans la Communauté européenne d'avoir des universités très fameuses, et des chercheurs très remarquables que la Communauté peut, plus facilement que des autorités nationales dispersées, coordonner dans leurs travaux, et dont par conséquent les résultats sont exploités, je crois, dans de meilleures conditions.

Il y a aussi toute une tâche industrielle et tout un rôle technologique industriel. Là aussi les centres jouent leur rôle, surtout certains d'entre eux qui sont à la limite du laboratoire et de l'industrie. Mais il faut surtout là une vraie coopération du monde industriel et je dois dire que nous commençons à sentir que dans la Communauté le monde industriel s'intéresse, et même dans certains cas, se passionne pour ces problèmes. Nous avons eu récemment des réunions, l'une à Amsterdam, l'autre à Venise, sur deux thèmes différents et

avec deux organisations différentes mais qui, dans chaque cas, réunissaient des responsables de la production et non plus seulement des responsables des laboratoires. Nous avons pu voir qu'il y a dans ces milieux un écho à nos préoccupations. Ceci est intéressant parce que cela prouve que notre industrie européenne a conscience de son rôle et de ses responsabilités en la matière et, compte tenu de ce que nous disions tout à l'heure sur le «parasitisme», ceci est extrêmement important et encourageant.

Qui fait tout cela? Qui met en œuvre tout ce programme? D'une part chacun des Etats de la Communauté qui a son effort nucléaire propre. Et puis la Communauté, c'est-à-dire aujourd'hui la Communauté Européenne de l'Energie Atomique, l'Euratom, et demain la Communauté européenne unifiée. En réalité d'ailleurs, l'Euratom est l'une des incarnations d'un dessein politique commun, la Communauté européenne, et par conséquent, il est intéressant de faire ressortir ce que précisément une formule communautaire peut apporter dans un cas comme celui-là.

Elle apporte tout d'abord la notion d'un ensemble, à un point de vue qui n'est ni celui de chacun des Etats, ni la juxtaposition des points de vue des Etats. Il y a une discipline intellectuelle dans ce travail communautaire, qui est d'ailleurs passionnante, et qui consiste précisément à se placer d'un point de vue d'ensemble original, qui est ce point de vue communautaire et qui, encore une fois, n'est ni l'un des éléments de la somme, ni la somme elle-même. C'est quelque chose de différent. Par conséquent, cela permet une certaine définition de la politique et cela permettra aussi d'aider et de surveiller sa mise en œuvre. Bien entendu, les efforts nationaux restent à la base. Ils sont très différents par la force des choses, dans leur amplitude, ou leur caractère. Néanmoins la Communauté est le seul endroit où il soit possible d'assurer une coordination de ces efforts nationaux, précisément parce qu'on les voit tous ensemble et qu'on peut réunir, autour d'une même table, les gens qui en sont les responsables, les amener à communiquer les uns avec les autres et à ajuster leurs actions les unes aux autres. Ainsi, on arrivera probablement, bien que ce ne soit pas tellement facile, à supprimer des doubles emplois et par conséquent, jugeant de l'ensemble des moyens au niveau communautaire, au plein emploi de ces moyens. Ce sera long, ce sera difficile, mais on marche vers cela et on peut espérer qu'il y aura là un facteur essentiel de cette politique d'indépendance, dans le bon sens du terme, qui est vitale pour la survie de notre Europe.

Pour arriver d'ailleurs à cette coordination, la Communauté elle-même gère un programme qui lui est propre et qui, précisément, constitue un lien entre les uns et les autres. La Communauté s'est chargée de tester une filière, qui n'est testée par aucun des autres pays, fondée sur l'uranium naturel, pour les raisons que je disais tout à l'heure et sur l'eau lourde parce que il y a beaucoup à penser que l'eau lourde va connaître entre 1970 et 1980, pour des raisons économiques, une période intéressante, et sur l'utilisation, comme élément caloporteur, des liquides organiques. Ce programme communautaire est exécuté dans les centres mêmes de la Communauté, notamment à Ispra, près de Milan, à Mol, à côté d'ici, à Petten, aux Pays-Bas et à Karlsruhe. Tout ceci, encore une fois, est un élément de lien car, non seulement les programmes nationaux tendront à être coordonnés, mais les hommes se rassemblent au sein des organismes de la Communauté, au sein de ses laboratoires, dans ses centres, et apprennent à se connaître, confrontent leurs méthodes et, à long terme, finiront certainement par aboutir aussi à une certaine méthode communautaire dans ces domaines. Bien entendu il faudra du temps et surmonter des difficultés, car on part de situations très différentes. Mais tout cela vaut vraiment la peine, non seulement d'être essayé, ce qui est fait, mais d'être continué, et avec une dose d'espoir, après tout, parfaitement raisonnable. C'est certainement essentiel au point de vue économique, car, il ne faut pas se le dissimuler, toute cette politique économique nucléaire sera un des éléments capitaux, un des ciments essentiels d'une politique économique de l'Europe, et par conséquent d'une politique tout court de l'Europe.

Si, par conséquent, une politique européenne et l'existence d'une communauté européenne sont susceptibles d'apporter des solutions au regard du fait nucléaire dans le domaine de l'économie, il est normal que nous nous demandions maintenant s'il en est de même en ce qui concerne l'autre aspect du fait nucléaire. Nous avons en effet été amenés, en commençant, à indiquer qu'il y avait des liens étroits entre ces deux aspects.

Car enfin, si se développe peu à peu la notion d'une communauté européenne, qui transcende en quelque sorte les schémas techniques qui l'ont incarnée depuis dix ans, qu'est-ce donc d'autre qu'une vue politique? Et alors on ne pourra pas échapper à la confrontation de toute politique européenne avec un certain nombre

de données de la réalité et, parmi ces données de la réalité figure l'autre aspect du nucléaire. Toute politique comporte la définition d'une attitude par rapport à l'extérieur; or, toute politique extérieure est un élément d'une stratégie, ou comporte une stratégie. C'est pourquoi, je voudrais consacrer quelques instants à voir rapidement comment se pose le problème du nucléaire et de la stratégie pour les pays de l'Europe. Là, bien entendu, il ne s'agit pas de définir une politique, d'abord parce que je n'ai aucune qualité pour cela et, d'autre part, parce qu'il n'y en a pas et que nous n'en sommes pas encore là.

Ce que l'on peut faire, dès maintenant, c'est, comme tout à l'heure, partir d'abord des données et ensuite, non pas indiquer des solutions, mais faire une liste, bien entendu non exhaustive, des différents problèmes qui sont posés. Car, abordés ou non, ce qui est certain, c'est qu'ils sont posés.

En ce qui concerne les données, elles sont de deux ordres: les données de fait et les données diplomatiques.

Une donnée de fait est d'abord qu'il existe des armes nucléaires. C'est une première donnée, elle est brutale, mais elle est, et, comme nous le voyions tout à l'heure dans la bouche d'un des principaux savants de l'époque en la matière, c'est en outre une donnée irréversible. Par conséquent, ces armes nucléaires, que l'on s'en serve ou non, font partie maintenant de tout concept stratégique et il faut en tenir compte. On a coutume de les répartir en deux grandes catégories et on dit qu'il y a des armes nucléaires stratégiques et des armes nucléaires tactiques. Le problème des armes nucléaires stratégiques est bien connu de tout le monde, ou, tout au moins tout le monde en parle. C'est celui de cette grande stratégie nucléaire à longue distance, qui aboutit dans sa phase ultime au couple «meurtre-suicide» que l'on appelle aussi l'«apocalypse». Il y a aussi les armes tactiques nucléaires, qui sont simplement l'utilisation dans des armes plus conventionnelles de ce pouvoir de déflagration et de destruction très important que le nucléaire a mis à la portée des hommes sous une forme plus petite et plus maniable. Il est certain que ce dernier point n'est pas négligeable parce que cela veut dire qu'il y a une certaine ambiguïté quand on parle des armements conventionnels maintenant, car ils peuvent comporter du nucléaire. En fait, ces classifications sont probablement un peu simplistes. La réalité est plus nuancée.

Une deuxième considération de fait, qui elle aussi s'impose dans toute sa brutalité, c'est que du moment qu'il existe quelque part des armes nucléaires, il peut en exister ailleurs. Je rappelle comme je le disais tout à l'heure en commençant, qu'à partir du moment où des hommes savent faire cela, et ont su le faire, ils pourront toujours le retrouver. Ce sera plus ou moins compliqué, ce sera plus ou moins long, mais potentiellement cela existe. Par conséquent, si l'on admet l'irréversibilité, encore une fois, de cette découverte et du pouvoir destructeur de l'arme nucléaire, il faut se dire que, plus la science avance, plus ce pouvoir destructeur pourra être à la portée d'un plus grand nombre de gens. Il y a un point sur lequel, je crois, il faut, toujours dans l'idée de dissiper quelques illusions, même si c'est désagréable, insister quelque peu. Etant donné la parenté, et je dois dire, parenté au sens réel, d'ascendance commune, du nucléaire civil et du nucléaire militaire, il est bien évident qu'à partir du moment où on répand beaucoup le nucléaire civil, on prend le risque de répandre le nucléaire militaire. Par conséquent il ne faut pas croire aveuglément que l'on pourra facilement et définitivement cantonner, par des barrières de textes ou d'engagements, un pouvoir qu'Oppenheimer appelait un pouvoir redoutable des hommes qui ne pourra plus être oublié.

La preuve en est d'ailleurs que désormais le vrai problème, en matière de désarmement, n'est plus tellement le problème des explosifs, c'est avant tout le problème des véhicules. Des explosifs il y en a beaucoup, il y en a même dans certains cas beaucoup plus qu'il ne serait nécessaire d'en avoir car, après tout, on ne tue pas plusieurs fois. Ce qui est important, ce sont les moyens de délivrance des explosifs et, par conséquent, le problème clé de tout établissement de la paix, de toute garantie de la paix et de toute politique de désarmement vrai, c'est-à-dire général et contrôlé, est désormais le problème des véhicules et non pas seulement le problème des explosifs.

Dernière considération de fait, également sur ce point, c'est que quand il y a une arme nouvelle, les armes anciennes sont déclassées, qu'on le veuille ou non. On ne s'en sert plus, c'est fini. Par conséquent, il ne faut pas se faire trop d'illusions sur la crainte que représentent les armes nouvelles qui pourrait amener à conserver les armes anciennes. Après tout si on ne s'est pas servi des gaz, ce n'est pas parce que c'était trop dangereux, c'est parce qu'on ne savait pas comment les envoyer avec précision, et qu'on n'était pas sûr de ne

pas les retrouver sur soi-même. A partir du moment où, hélas, les hommes savent diriger leurs coups, l'expérience de la vie de l'humanité nous a montré qu'ils s'en servaient. Donc il faut bien se dire qu'il y a là un phénomène de déclassement des autres armes, qui peut avoir sur la politique et sur l'économie d'ailleurs des pays, une importance très grande et pas forcément mauvaise car, après tout, il n'est peut-être pas nécessaire de continuer à entretenir des choses coûteuses si véritablement elles ne servent plus à rien.

Voilà pour les données de fait. Il y en a certainement d'autres. J'ai donné celles qui me semblent les plus caractéristiques, les plus brutales et j'ai essayé de les donner sans fard.

Il y a aussi des données diplomatiques. La première de celles-ci est que nos six pays d'Europe et leurs voisins les plus immédiats d'ailleurs appartiennent à l'Alliance Atlantique. Je suis personnellement de ceux pour qui c'est plus qu'une simple donnée diplomatique, car l'Alliance Atlantique, pour moi, ce sont deux choses. C'est d'une part la sensation d'appartenir à une communauté de doctrine, de sentiments, de réactions devant les choses et les hommes, de traditions, en un mot de civilisation, qui viennent du plus profond de nos principes et qui sont précisément ce que nous voulons léguer à nos enfants. C'est peut-être même la seule chose que nous voulons leur léguer et par conséquent dans la mesure où dans le monde libre un certain nombre de pays ont jugé, ayant tout cela en commun, qu'ils devaient le manifester et créer entre eux une solidarité totale et être prêts aux sacrifices essentiels pour le maintenir, j'estime que ceci est une donnée qui pour moi est plus qu'une donnée simplement diplomatique. C'est une donnée fondamentale de notre existence d'êtres libres, et d'êtres prêts à défendre leur liberté. Encore une fois il y a beaucoup d'êtres libres, mais qui n'ont pas tous fait l'effort de se mettre dans une alliance pour défendre leur liberté, et d'ailleurs je dirais, aussi celle des autres par la même occasion. D'autre part, le Pacte Atlantique est également autre chose, à savoir une alliance militaire qui, en tant que telle, répond aux données classiques d'une alliance. C'est-à-dire qu'il définit une bataille éventuelle et prévoit les moyens pour la livrer et les cas dans lesquels l'alliance joue. Dans la mesure où le Pacte Atlantique est une alliance militaire dans le sens technique du terme c'est-à-dire fondé sur une certaine stratégie et mettant en œuvre un certain nombre de moyens qui répondent à un certain âge technique, à un certain nombre de données techniques, il est bien évident que si le corps de doctrine doit rester permanent, l'alliance au sens technique du terme doit être suffisamment souple pour évoluer, compte tenu de l'évolution de la situation stratégique et aussi de l'évolution des moyens techniques pour y faire face. C'est d'ailleurs ce qu'ont prévu les signataires du Pacte Atlantique, car il est conclu pour vingt ans et il faudra bien qu'avant 1969 on procède à un réexamen sur la base de ces évolutions, mais pour cette partie-là seulement de l'Alliance, la partie technique de l'Alliance militaire, car le reste, encore une fois, est trop profondément, trop fondamentalement attaché à tout ce à quoi nous tenons pour être mis en cause. Si l'on revoit cette partie technique de l'Alliance militaire, ce sera sur les données d'une stratégie qui ne seront pas obligatoirement les mêmes. En particulier le champ de bataille s'est singulièrement déplacé depuis 1949, et les techniques militaires ne sont pas non plus les mêmes, et ne seront pas les mêmes en 1969 qu'en 1949.

Il y a un deuxième élément, une deuxième donnée diplomatique, plus récente, et d'ailleurs beaucoup moins importante, mais enfin qui doit être signalée. C'est l'Accord de Moscou signé l'été dernier. Bien entendu l'Accord de Moscou n'est pas un accord de désarmement puisqu'il ne porte pas sur les explosifs existants. Il ne les limite pas, il n'en diminue pas le nombre, il n'interdit même pas d'ailleurs de continuer à en fabriquer quand on les a déjà testés, mais il prévoit une limitation de ces tests pour l'avenir. Bien entendu, non plus, et en cela surtout ce n'est pas un accord de désarmement, il ne porte pas sur le nœud de la question, c'est-à-dire les véhicules, tout au moins pour l'instant, et il est intéressant que certaines déclarations récentes prêtent à penser que l'on pense essayer de porter la question sur ce terrain, ce qui serait encourageant puisque c'est le vrai. Dans l'état actuel des choses, il faut prendre l'Accord de Moscou pour ce qu'il est, c'est-à-dire comme une indication de tendance, sans plus, mais comme tel, nous pouvons déjà le saluer. En tous les cas, il fait partie des données diplomatiques actuelles.

Sur ces données quels peuvent être les problèmes? Encore une fois, je me bornerai à les énumérer car il ne m'appartient pas d'y proposer des solutions. Je crois par contre que l'on peut essayer de circonscrire la manière dont les questions se posent. Je crois d'ailleurs que pour nous, les pays de la Communauté européenne, il faudra de toute façon un jour ou l'autre, et probablement le plus tôt sera le mieux, avoir au moins sur ces problèmes une réflexion commune. Ce serait le tout premier pas, d'ailleurs, et c'est encore

pour nous un rêve, mais si on ne rêvait pas on n'entreprendrait rien. Ce serait plus tard une attitude concertée sur ces questions.

Il y a en effet un certain nombre d'attitudes possibles en la matière. La première consiste à s'en remettre à ceux qui sont les mieux armés. C'est-à-dire, quand on a des alliés et qui au surplus sont des amis, et qui sont très puissants, on pourrait leur confier le soin de vous défendre. Je dirais cependant que ce n'est pas exactement, à mon sens, une alliance. L'alliance, au sens de l'Histoire, c'est tout de même un accord de souverainetés égales, harmonisées dans un certain équilibre. Ce serait plutôt, en fait, quelque chose que l'on pourrait appeler un contrat de défense, ce qui est différent. La conséquence d'ailleurs pourrait en être, finalement, et si on poussait la solution jusqu'au bout, l'économie pratiquement de tout appareil militaire, autre que celui du maintien de l'ordre intérieur. Il ne faudrait pas alors se dissimuler les conséquences politiques et psychologiques sur lesquelles je ne m'arrêterai pas. Mais, dans un domaine qui est plus le mien actuellement, apparaîtrait un certain risque de «décrochage» technique, en raison précisément de la part du militaire dans la recherche. C'est sans doute provisoire, probablement regrettable, mais c'est une question de fait. De même que je montrais tout à l'heure la part que le nucléaire a sur le progrès d'industries essentielles mais plus anciennes que lui, par cette obligation de la recherche de la performance, il est évident que dans le nucléaire, comme on l'a vu dans l'aviation, le militaire, qui lui aussi a besoin de la performance, puisqu'il doit toujours faire un peu plus que son adversaire, excite le chercheur, bouscule le technicien pour arriver à leur faire trouver la marge déterminante. Donc il y aurait sans doute, au moins provisoirement, dans cette solution que j'appelais contrat de défense, un certain risque technique, que je mentionnais tout à l'heure, dans le domaine industriel, de «parasitisme».

Une autre formule qui pourrait être examinée également: celle du partage des rôles. Certains dans l'Alliance, livrant la bataille spatiale majeure et d'autres livrant une certaine bataille conventionnelle et terrestre. Cette thèse a été soutenue, dans certains milieux militaires. Elle n'est pas absolument évidente et facile à comprendre, car je ne suis pas sûr que la coexistence de deux batailles soit quelque chose facilement possible à concevoir. Quoi qu'il en soit, à partir du moment où les pays d'Europe auraient à livrer des opérations militaires de caractère prétendument conventionnel, il ne faut pas oublier ce que nous avons dit précédemment sur ce que sont devenues les armes conventionnelles elles-mêmes et qui font appel à un certain nucléaire. Par conséquent, ce n'est pas se mettre à l'écart entièrement du fait nucléaire que d'accepter simplement la bataille conventionnelle, en admettant que ce soit possible. Cela étant, dans une hypothèse comme celle-là il est probable également qu'il y aurait la possibilité pour les pays d'Europe de faire l'économie au moins d'une partie de leurs dispositifs militaires. Ceci est évidemment important, car tous les pays d'Europe ont des budgets difficiles et ont des charges énormes dans toutes sortes de domaines qui intéressent le niveau de vie. Par conséquent tout ceci doit être examiné, calculé, soupesé et éventuellement décidé.

Enfin une autre attitude, celle qui irait le moins vers la solution concertée, consisterait à dire que chacun des pays se trouve dans une situation différente, et que par conséquent il y a lieu d'admettre des solutions séparées, parce qu'il y a des situations de fait différentes. Il n'en reste pas moins que, même dans cette hypothèse, il serait sans doute possible, si la politique commune européenne se développe, et en tous les cas il serait souhaitable, de mettre en commun un certain nombre de moyens pour un certain nombre de missions. Cela permettrait tout de même d'amorcer un minimum de politique commune et d'actions communes dans un domaine vital, et qui, après tout, jusqu'à nouvel ordre, pourrait bien être déterminant.

J'ai simplement énuméré quelques problèmes. Bien entendu la liste n'est pas exhaustive; il y en a beaucoup d'autres et ce n'est qu'un côté un peu particulier de mon sujet. Je crois que l'attitude pratique que peuvent prendre dans ce domaine, les hommes d'Etat, ceux qui vont avoir dans les années qui viennent les responsabilités de nos pays et par conséquent les responsabilités de l'Europe, ce qui se confond, de plus en plus jour après jour, est de s'efforcer de ne mettre dans cette affaire aucun préalable de préjugé, de doctrine ou de sentiment, parce que ce n'est pas raisonnable. La première chose à faire c'est l'analyse des faits. L'attitude essentielle, c'est de ne pas pratiquer l'ignorance volontaire car on n'a pas le droit de faire semblant de ne pas voir que ces problèmes se posent. Ils se posent et l'espèce de pudeur dont quelquefois on veut les recouvrir risque hélas! de se retourner non seulement contre les gouvernements, mais surtout contre les peuples, de notre Europe.

Le fait nucléaire est un produit de l'homme et en même temps il s'impose à lui par ses dimensions, par ses répercussions. Comme tout ce qu'a fait l'humanité on peut en tirer le bon et le mauvais.

La politique européenne, elle sera ce que nous la ferons avec ce qu'il faut d'enthousiasme pour l'entreprendre et de réalisme pour en faire un succès.

La politique européenne est dès maintenant et elle sera, qu'on le veuille ou non, confrontée avec le fait nucléaire, avec tout le fait nucléaire, je veux dire dans tous ses aspects.

Je voudrais, au terme d'un entretien où je n'ai pas hésité parfois à insister sur certains aspects peut-être durs et même pénibles de la réalité, vous exprimer une conviction personnelle. Elle est faite de ce que je vois, je dirais plutôt de ce que je vis ici depuis maintenant deux ans. Cette conviction est fondée sur ce que je considère comme raisonnablement possible. J'espère, et je pense, que la Communauté européenne, surtout celle de demain, qui sera plus structurée, et très probablement un jour élargie, saura faire face à ces problèmes d'une manière que nos enfants n'auront pas à nous reprocher.

Conférence de M. PIERRE CHATENET, président de la Commission de l'Euratom, à l'Institut Royal des Relations Internationales, Bruxelles, le 22 janvier 1964.

Pierre Chatenet, Maître des Requêtes au Conseil d'Etat, ministre de l'Intérieur de la République française de 1959 à 1961, président de la Commission de l'Euratom depuis le 10 janvier 1962.